

ÉLOI LAURENT

NOUVELLES MYTHOLOGIES ÉCONOMIQUES

APRÈS LE SUCCÈS DE *NOS MYTHOLOGIES ÉCONOMIQUES*

PRENEZ GOÛT AU DÉBAT !

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

Nouvelles mythologies économiques

Comme le montrent bien la « loi travail » et ses impératifs de « flexibilité » et de « compétitivité », plus que jamais, les mythologies économiques sont aujourd'hui au pouvoir. Raison de plus, à quelques mois de grandes échéances électorales, de poursuivre le travail de désintoxication économique du débat public. Cet ouvrage déconstruit quinze nouvelles mythologies, idées économiques reçues qui se donnent pour des vérités scientifiques mais ne sont que des préjugés idéologiques : « Nous vivons une révolution technologique sans précédent à laquelle il faut sans tarder adapter notre modèle social » ; « On ne peut pas changer les règles européennes, il faut s'y conformer » ; « La France est irréformable » ; « L'Occident s'abîme dans un déclin inéluctable » ; « On préfère les migrants aux pauvres » ; « L'écologie est punitive » ; « La transition énergétique est ruineuse ».

La conviction profonde de ce livre : l'économie est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux économistes !

Éloi Laurent

Éloi Laurent, économiste critique, enseigne à Sciences Po et à l'université de Stanford les nouveaux indicateurs de bien-être, de résilience et de soutenabilité. Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *Le bel avenir de l'État providence* et *Nos mythologies économiques* (éditions Les liens qui libèrent).

DU MÊME AUTEUR

Nos mythologies économiques, Les liens qui libèrent, 2016.

Pour une transition sociale-écologique. Quelle solidarité face aux défis environnementaux?, avec Philippe Pochet, Les Petits Matins, 2015.

Économie de l'environnement et économie écologique, avec Jacques Le Cacheux, Armand Colin, 2015.

Un nouveau monde économique. Mesurer le bien-être et la soutenabilité au XXI^e siècle, avec Jacques Le Cacheux, Odile Jacob, 2015.

Le Bel avenir de l'État providence, Les liens qui libèrent, 2014.

Vers l'égalité des territoires, La Documentation française, 2013.

L'économie verte contre la crise. 30 propositions pour une France plus soutenable, Collectif, PUF, 2012.

Économie de la confiance, La Découverte, 2012.

Social-écologie, Flammarion, 2011.

La nouvelle écologie politique : Économie et développement humain, Collectif, Seuil – La république des idées, 2008.

Ségrégation urbaine et intégration sociale, Collectif, La Documentation Française, 2004.

ISBN : 979-10-209-0454-6

© Les Liens qui Libèrent, 2016

Éloi Laurent

NOUVELLES MYTHOLOGIES
ÉCONOMIQUES

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

Pour Sylvie, toujours nouvelle

«Les hommes d'action, qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales, sont le plus souvent les esclaves de quelque économiste défunt.»

John Maynard Keynes,
*Théorie générale de l'emploi,
de l'intérêt et de la monnaie*

PROLOGUE
Pour une économie critique

À mesure que grandit l'emprise des économistes sur le débat public, le dialogue entre eux s'amenuise et s'appauvrit. On ne le sait pas assez: les résultats des études économiques sont de moins en moins discutés dans les revues spécialisées, et donc de moins en moins remis en question. Il n'en a pas toujours été ainsi. La part des travaux économiques publiés en réponse à d'autres pour les contester ou les nuancer a graduellement augmenté dans la première moitié du xx^e siècle jusqu'à représenter un quart des publications académiques en 1970. Les économistes d'alors se connaissaient,

se parlaient, se réfutaient les uns les autres. Les controverses abondaient. Aujourd'hui, la conservation a remplacé la conversation: 1 % seulement des articles publiés dans les cinq revues économiques les plus consultées (toutes de langue et de culture anglo-saxonnes) sont consacrés à la critique de résultats admis. Il n'y a donc plus de débat académique digne de ce nom entre économistes.

Dans le même temps, et c'est une évolution tout à fait cohérente avec celle qui vient d'être décrite, les travaux économiques sont désormais, dans leur grande majorité, empiriques plutôt que théoriques (les trois quarts des articles publiés actuellement visent à valider ou invalider par des données les modèles économiques existants, sans interroger leurs fondements). Autrement dit, abritées derrière le déluge continu des nombres, les analyses économiques les plus influentes ne se renouvellent presque plus.

De deux choses l'une: soit l'économie n'a plus besoin d'être mise en débat parce qu'elle

a atteint le stade suprême de vérité révélée, soit le système officiel de production et de diffusion des connaissances économiques, gravement défaillant, tourne à vide. Optons humblement pour la seconde hypothèse et convenons en préambule de cet ouvrage qu'il est, dans ces circonstances, tout simplement déraisonnable de nous laisser guider dans nos choix collectifs par une pensée économique dominante enfermée dans des certitudes certes chiffrées, mais datées. L'économie est une affaire trop sérieuse pour être confiée aux économistes.

Un épisode récent, impliquant un chercheur français de renom sur le sujet capital de l'emploi, illustre bien la pertinence de cette maxime. Le chômage de masse est, singulièrement en France, une douloureuse injustice qui brise les existences et condamne une partie croissante de la population à la précarité perpétuelle. Contrairement à une idée reçue, celui-ci n'a pas inexorablement augmenté de toute éternité en notre pays ; il a pu, il n'y a pas si longtemps, reculer, parfois très significativement et vite. Le

gouvernement actuel a décidé que le remède adapté à ce fléau social devait être la « flexibilité du marché du travail », c'est-à-dire le recul forcé des protections sociales, qui, dans l'esprit des promoteurs de cette doctrine, constituent des contraintes insurmontables à l'embauche. Pour qu'un débat public informé puisse s'engager sur l'opportunité de cette politique économique, il importe au préalable de connaître et reconnaître trois faits.

D'abord, il s'agit là d'une idée qui n'a rien de neuf: elle remonte au moins à 1931, quand l'économiste français Jacques Rueff crut pouvoir attribuer le sous-emploi britannique consécutif à la crise de 1929 au régime d'assurance-chômage embryonnaire d'alors*. Ensuite, le chômage en France n'a jamais, au cours des quatre dernières décennies, baissé de manière significative du fait d'une « flexibilisation » du marché du travail. À la fin des

* Il fut démenti quelques années plus tard par Keynes et son analyse macroéconomique de la crise des années 1930.

années 1980, plus encore à la fin des années 1990 et au milieu des années 2000, le chômage a bel et bien reflué, sous l'effet combiné de différents facteurs. Mais à aucun moment ce recul n'a résulté de l'abaissement des protections des salariés. Ce qui ne veut pas dire que le droit du travail n'a pas été affaibli en France ces dernières décennies : il l'a été, hélas, mais sans effet tangible sur le chômage. Enfin, et c'est un point essentiel, la plus forte baisse du chômage français depuis quarante ans, celle de la fin des années 1990, est concomitante de la mise en œuvre de la réduction du temps de travail, et cette coïncidence ne doit rien au hasard : plusieurs études robustes chiffrent aux alentours de 350 000 le nombre d'emplois créés par cette seule mesure*.

Et pourtant, Jean Tirole, distingué en 2014 par l'équivalent du prix Nobel, a écrit dans un ouvrage récent largement médiatisé que la

* Il s'agit d'un minimum, d'autres études portant le nombre d'emplois créés à 500 000.

création d'emplois par la réduction du temps de travail n'avait « aucun fondement, ni théorique, ni empirique », pour ajouter lors d'une interview radio : « C'est une ineptie, tous les économistes sont d'accord là-dessus. » Transposée sans prudence dans le débat public en pleine crise sociale, son erreur manifeste de jugement devient une faute déontologique. Les fondements théoriques et empiriques de la réduction du temps de travail comme politique d'emploi sont solidement établis et bien connus, et ils sont, comme devraient l'être toutes les idées économiques, âprement discutés, de sorte que les avis des économistes divergent à leur endroit.

Ainsi donc, lorsque la plus haute éminence économique française se prononce sur le plus grave problème économique du pays, c'est pour énoncer sur le ton de l'évidence deux contre-vérités flagrantes. Ainsi donc, au nom de la « neutralité » de la « science économique », la réalité s'efface devant les préjugés et la mythologie économique tient lieu de raisonnement.

On le comprend bien : il ne s'agit pas d'un problème de personne, mais d'un problème de posture, celle qui entend censurer le débat du haut d'une pseudo-scientificité qui ne respecte pas les exigences élémentaires de rigueur intellectuelle sur lesquelles est censée reposer son autorité.

Cette dérive scientifique de l'économie est récente et il n'est pas trop tard pour y remédier. L'économie des temps modernes s'appelait « économie politique », pas « science économique », ce qu'elle a cru pouvoir devenir au début du ^{xx}e siècle en divorçant d'avec la philosophie, dont elle était pourtant issue. Depuis, à mesure que la discipline économique a gagné en assurance sur la forme, adoptant la mathématique comme langage et la statistique comme élément de preuve, elle a perdu en substance, négligeant les enjeux de justice et de long terme au profit d'une recherche monomaniaque de l'efficacité ici et maintenant. D'où sa perplexité devant le chaos financier, la crise des inégalités et les défis écologiques

qui marquent notre début de XXI^e siècle. Mais qui croire si l'on ne peut même pas se fier aux économistes consacrés par leurs pairs? Et que croire si l'économie est à ce point aveugle à sa suffisante insuffisance?

Qui croire? Surtout pas ceux qui demandent à être crus sur parole sans prouver ni convaincre. Les économistes qui entendent fermer le débat par des arguments d'autorité ont toujours une mauvaise raison de vouloir le faire. Ceux qui – économistes, prétendus économistes, prétendants économistes (ils sont légion sur les ondes et les écrans) – commencent leur péroraison par «tous les économistes disent que», «tous les économistes savent que...», «la science économique nous apprend que...», sont des charlatans qui ne cherchent dans l'économie que la confirmation de leurs préjugés*.

Que croire? Surtout, ne pas croire: douter, questionner et accepter de devoir choisir. Préférer toujours un scepticisme curieux à

* À leur grand soulagement, ils la trouvent.

une paranoïa butée en plaçant l'économie en concurrence avec les autres savoirs, parfois moins techniques, mais souvent plus profonds. En un mot, mettre l'économie au défi du débat.

C'est ce que propose ce bref ouvrage, dans la foulée et sur la trame de *Nos mythologies économiques*, afin de poursuivre avec les lecteurs le travail de désintoxication économique du débat public dans une période décisive pour le pays. Non, le problème existentiel de la France n'est pas que l'économie y est mal comprise et la politique mal expliquée. C'est plutôt que la politique s'abîme dans des choix néfastes guidés par l'économie mythologique et que les citoyens réproouvent.

À la lecture de ces pages assurément engagées, on se récriera peut-être qu'il existe bien d'autres idées reçues en économie, tout aussi fausses, mais que ce livre laisse de côté par biais idéologique. C'est vrai. Mais les mythologies économiques qui sont dénoncées ici ont ceci de singulièrement dangereux qu'elles sont au pouvoir, ou sur le point de l'être.

